Mercredi 20 décembre 1978 – No 996

BP 61, 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Contre l'offensive de Giscard-Barre, quelle riposte ?

LE sinistre duo Giscard-Barre vient encore de frapper un grand coup contre les travailleurs. La Sécurité sociale est en déficit, nous disent ces messieurs, alors travailleurs à vos poches et pas de rouspétance.

Nous savons qu'il n'est pas interdit de rêver, mais ces messieurs rêvent tout éveillés.

Ils croient visiblement que nous allons rester là, les bras croisés à les regarder sans rien dire et sans rien faire. Eh bien, ils se trompent lourdement. Certes, le système de Sécurité sociale présente bien des défauts, certes sous bien des aspects, il vise à intégrer les travailleurs à la gestion de l'économie capitaliste (présence de représentants syndicaux comme administrateurs alors que les patrons font la loi dans les usines).

Mais la Sécurité sociale représente un acquis notamment pour les vieux travailleurs, pour les travailleurs malades.

Et un acquis, ça se défend dans la rue, dans les boites, dans les associations diverses et dans les syndicats.

Une journée nationale est prévue à cet effet le 21 décembre pour riposter contre les dernières mesures gouvernementales.

Cette journée d'action est nécessaire, mais elle ne sera pas suffisante pour faire reculer le patronat et le gouvernement. Aussi faut-il discuter concrètement dans les boites et autres entreprises et lieux de travail avec les travailleurs de l'importance de la riposte.

On peut élaborer des textes, une sorte de plate-forme, refusant les mesures, appelant les travailleurs à se mobiliser contre l'application de ces mesures par la grève et la lutte pour que les patrons et l'État-voleur paye leurs arriérés, etc.

Mais d'abord une chose compte, une chose essentielle : l'unité de tous les travailleurs.

Il est en effet scandaleux de voir les directions syndicales continuer leur guerre de tranchée pour savoir qui est responsable de l'échec de mars 1978.

Le gouvernement profite de cette situation favorable pour frapper encore plus fort. Il semble fort content d'une telle situation.

Les travailleurs, eux, doivent s'unir entre eux pour faire échec aux mesures gouvernementales, aller au delà du clivage syndical, se rassembler tous dans la lutte.

Ils doivent refuser les mots d'ordre de division des directions syndicales qui, chacune à leur tour, se montent le coup afin de crier bien fort qu'elles sont les meilleures et les plus fortes.

L'unité à la base de tous et de toutes, des jeunes et des moins jeunes, des Français et des immigrés est une garantie plus sûre pour la victoire que les parlottes entre Séguy et Maire. La division des rangs ouvriers ne profite qu'aux patrons. Il faut que les travailleurs prennent eux-mêmes les moyens de continuer la lutte après le 21 décembre.

Yves LEPIC

En raison de la coupure de courant intervenue dans la matinée de mardi, nous ne sommes pas en mesure de publier notre édition normale de huit pages et nous nous en excusons auprès de nos lecteurs.

Contre les mesures antipopulaires

Tous ensemble organisons la riposte

(Photo HR)

– Licenciements massifs, attaques sans précédent contre les salaires par la hausse des cotisations à la Sécurité sociale ;

Il est temps d'organiser la riposte ! Faisons de la journée du 21 la préparation la plus efficace à l'action ultérieure :

– **Pour l'annulation des graves mesures gouvernementales contre nos salaires !**
– **Pour l'annulation des licenciements !**
– **Les travailleurs ne doivent pas payer la crise !**

(Voir article page 3)

20 000 paysans manifestent à Vassy dans le Calvados

Les dirigeants de la FNSEA hués

VINGT mille éleveurs, surtout des producteurs de porcs, se sont rassemblés à Vassy lundi après-midi, à l'appel de la Fédération nationale des exploitants agricoles (FNSEA) et de la Fédération nationale porcine (FNP). Après le rassemblement de Pontivy en Bretagne, au mois dernier, où les fédérations de gauche de la FNSEA avaient réuni 10 000 personnes, la forte participation d'hier ne fait que prouver que la situation devient de plus en plus difficile pour les petits et moyens éleveurs.

Si le rassemblement a eu lieu dans ce petit village du Calvados, et sur un pré à côté de celui-ci, ce n'est certainement pas dû au hasard. On sait très bien que ces messieurs du gouvernement — ils l'avaient dit aux paysans du Larzac — souhaitent que les paysans restent dans leur environnement... et n'aillent pas se promener à côté des préfectures.

(Photo HR)

SE SERVIR DU MÉCONTENTEMENT POUR SOUTENIR LES MONOPOLES

Des éleveurs étaient venus de très loin : Pyrénées-Atlantiques, Alsace, Aube, 45 départements étaient représentés. Les orateurs, dirigeants de la FNSEA, demandèrent la suppression des montants compensatoires monétaires (MCM) On aura une idée plus précise de cette revendication et les intérêts de qui elle sert, quand on sait que le président des monopoles, Giscard d'Estaing a déclaré récemment à propos du système monétaire européen : « *Si la France n'avait pas obtenu satisfaction sur le problème des MCM, elle n'aurait pas adhéré au nouveau système.* » Ce rassemblement a eu lieu également le jour où se réunissaient à Bruxelles les ministres de l'agriculture des Neuf où il sera discuté de la question plus en détail. Avec une telle revendication, les dirigeants syndicalistes agricoles de la FNSEA utilisent le mécontentement des petits et moyens producteurs concurrents européens.

Ce ne sont pas les MCM qui sont la cause de la crise actuelle des producteurs de porc, mais comme le montre le rapport d'un expert gouvernemental, le rapport Lanehoa, que tout le monde tait, c'est la hausse du prix des aliments essentiellement. Les dirigeants syndicalistes, au cours de leur discours, implorèrent Giscard d'Estaing de « sauver l'agriculture française », ils appellent à l'unité entre tous les éleveurs de porc, comme si les gros et les petits avaient les mêmes intérêts !

(Suite page 3)

René BREAND

Rétablissement des relations diplomatiques entre la Chine et les Etats-Unis

Dans l'ensemble des réactions tout à fait favorables

LES réactions en France et dans le monde à l'établissement des relations diplomatiques entre les États-Unis et la Chine socialiste sont dans l'ensemble tout à fait favorables. Seuls détonnent par leurs réactions hostiles l'URSS, Taïwan et Israël. En effet, pour toutes les forces politiques réactionnaires qui dans le monde sont les plus dépendantes des États-Unis, l'accord sino-américain est interprété avec inquiétude, comme un signe du retrait de la superpuissance américaine. Quant à Moscou qui comptait poursuivre sa politique expansionniste en isolant la Chine et en tirant parti de l'affaiblissement de l'impérialisme US, l'accord est conçu comme un obstacle de taille à la poursuite de ses plans hégémoniques. Dans ce cadre, il faut noter que la réaction plutôt positive du PCF intervient après que les dirigeants soviétiques aient relancé, au cours du sommet de Sofia réunissant 73 partis, leurs pressions pour les entrainer dans une condamnation de la Chine.

Les réactions en France

L'*AURORE*, comme le *Figaro* et le *Monde* apprécient l'événement par rapport au danger que représente pour la paix dans le monde l'hégémonisme soviétique.

Sous le titre « *le pari de Carter* », Jacques Richard déclare dans l'*Aurore* : « *Si les Etats-Unis et l'Occident en sont arrivés là, c'est en raison de leur faiblesse grandissante face au renforcement du potentiel soviétique. Ceux qui, il y a trente ans, combattaient en Corée pour la liberté (les USA aux yeux de l'**Aurore**), contre la Chine, sont contraints aujourd'hui de s'entendre avec elle pour conjurer un péril plus terrible encore : celui de l'impérialisme soviétique* ».

Même problématique dans le *Figaro* qui a titré ce lundi sur la réaction de Moscou : « *Moscou dénonce la collusion entre Chinois et Américains.* » Dans un article intitulé « *Carter joue l'Asie contre l'URSS* », Jacques Guillermaz souligne : « *Toujours préoccupé de rapprocher toutes les nations du monde dans un « Front uni international » contre l'expansionisme soviétique, les Chinois apprécieront une mesure qui va dans ce sens et renforce plus ou moins la sécurité. Ils enregistreront aussi avec satisfaction que les Américains n'ont pas craint d'indisposer les Soviétiques en pleine négociations SALT.* »

Citons en fin *Le Monde* qui constate dans un éditorial : « *Le coup est dur pour Moscou, malgré les points sérieux marqués par le renversement de l'ancien régime afghan et l'adhésion du Vietnam au Comecon.* »

Sensibles sans doute aussi à cet aspect de front face à l'URSS, les milieux officiels français n'ont toutefois commenté l'événement que sur le terrain économique. Deniau, ministre du Commerce extérieur de retour de Chine a rappelé que la France avait établi des relations avec la Chine depuis bien longtemps, avant d'ajouter : « *Sur le plan de la concurrence économique, ça veut dire évidemment que la France va être à peu près dans la même situation que les États-Unis (...). Il nous faut donc poursuivre les efforts entamés il y a quelques mois pour prendre ou reprendre place sur le marché chinois, comme c'est notre intérêt.* »

Poniatovski, en tant qu'ambassadeur itinérant de Giscard, a souligné le fait que les accords de la Chine avec Tokyo et Washington vont permettre à Pékin d'accélérer la modernisation de la Chine « *qui rentre dans les structures mondiales et dans les relations internationales* ».

En dépit de ces ombres, comment ne saluerait-on pas un événement qui met un point final à l'ostracisme dont la Chine socialiste était victime », telle est la conclusion de l'éditorial de *L'Humanité*, consacré à cet événement. Quant aux ombres évoquées ici, elle concerne bien entendu la politique extérieure de la Chine, caratérisée pourtant avec beaucoup plus de modération qu'à l'accoutumée.

Les réactions internationales

AU Japon, qui vient d'établir des relations économiques très importantes avec la Chine, l'événement a été en général bien accueilli. *Le Monde* cite à ce sujet la déclaration d'un politicien japonais : « *Le traité d'amitié sino-japonais a été suivi de celui entre le Vietnam et l'URSS. Quelle sera cette fois-ci la réponse du Kremlin qui peut se sentir légitimement isolé* ».

EN ISRAEL, A TAIWAN ET EN COREE DU SUD

A Jérusalem, les milieux officiels ont exprimé leur inquiétude de se voir abandonnés par les USA. Le quotidien *Maariv* s'inquiète même quant à l'avenir des relations israélo-arabes : « *Peut-être ceux qui estimaient qu'Israël pouvait signer n'importe quel traité avec l'Egypte sur le soutien militaire américain se mettront-ils à réfléchir* ».

La même colère, que le journal *Le Monde* qualifie toutefois de « *mesurée* » se constate à Taïwan.

Une manifestation peu nombreuse, mais assez violente a répondu à l'annonce de l'événement, au cri de « *A bas Carter, à bas les communistes* ».

Par contre, en Corée du Sud, elle aussi sous domination américaine, il n'y eut que peu de réactions franchement hostiles. Dans un communiqué officiel, le ministère des Affaires étrangères de Séoul déclare même « *espérer que la normalisation des relations sino-américaines contribuera à la paix en Asie* ».

AUX USA

Aux Etats-Unis, seules quelques voix de nostalgiques de l'époque où les Etats-Unis étaient tout puissants dans le monde se sont fait entendre. Celle de Goldwater, par exemple, sénateur républicain, ancien candidat à la présidence, qui qualifie le retrait des USA de Taïwan ainsi : « *L'action la plus lâche jamais décidée par un président* ». Phrase à laquelle répond celle contraire de l'ancien président républicain Ford : « *J'approuve totalement l'initiative du président* (Carter) ».

Aucune voix de protestation ne s'est par contre fait entendre chez les démocrates, le parti de Carter. Il semblerait que l'opinion publique américaine ait, dans son ensemble, bien accueilli la nouvelle à laquelle elle était préparée du fait des rencontres au sommet sino-américaines.

LES REACTIONS A L'EST

Sans faire un commentaire direct de l'accord sino-américain (difficile de critiquer l'établissement de relations diplomatiques), les dirigeants soviétiques donnent libre cours à leur rage, notamment dans un article de *l'Etoile rouge*, journal de l'armée. On peut y lire : « *Les impérialistes américains, les revanchards japonais et les chauvinistes de grande puissance chinois* » s'engagent à la création d'un bloc militaire. La Chine dont « *l'aventurisme, l'hypocrisie, le manque de principes politiques et la perfidie sont connus de tout le monde* » (sic) y est accusée de « *préparer une nouvelle guerre mondiale* ».

L'ensemble des réactions internationales témoignent du peu d'écho rencontré par les vociférations des Soviétiques qui voudraient faire passer le noir pour le blanc. Seuls quelques commentateurs aux ordres de la presse des pays de l'Est sont susceptibles de donner le même son de cloche. La Yougoslavie, elle, apprécie très positivement la normalisation qui « *accorde enfin à la Chine la place qui lui revient sur la scène internationale* ».

Augmentation du prix de l'essence consécutive à l'augmentation du brut

Qui aura nos vingt centimes ?

LES pays de l'OPEP réunis ce week-end à Abou-Dhabi, ont décidé une hausse du pétrole pour l'année 1979 légèrement plus élevée que celle qui était généralement attendue. Cette hausse échelonnée, qui atteindra 14,44 % à la fin de l'année, se traduira en fait par une hausse réelle de 10 % sur l'ensemble de l'année, soit très certainement moins que l'inflation mondiale. On voit donc que les hurlements qu'ont aussitôt poussés les dirigeants des pays impérialistes et la presse bien pensante ne sont en fait qu'une mise en scène destinée à masquer les véritables raisons des futures augmentations de pétrole.

Le gouvernement français a aussitôt réagi en faisant savoir qu'il faudrait s'attendre à une augmentation d'au moins vingt centimes pour cette année par litre d'essence. Il est intéressant de faire un petit calcul pour voir ce que peuvent bien être ces vingt centimes.

En France, comme dans la plupart des pays d'Europe, le produit par lui-même, y compris tout le travail de transformation et de transport ne représente qu'environ 40 % du prix d'un litre d'essence, le restant étant des impôts qui vont directement dans la poche de l'Etat. Sur un litre de super qui vaut 2,68 F (prix variable selon les régions) l'Etat prélève donc environ 1,60 F, les trusts privés qui transportent et raffinent le pétrole environ 60 centimes, les 48 centimes restants allant aux pays producteurs de pétrole.

On se souvient que cette année, le dollar ayant considérablement baissé, la France a fait des économies sur le dos des pays producteurs. Cette baisse n'a pourtant pas été répercutée sur le prix de l'essence mais versée par Barre dans une « cagnote » destinée justement à pallier une éventuelle hausse du prix du pétrole. Or, de l'aveu même du gouvernement, cette cagnote s'élève aujourd'hui à 600 millions de francs, soit 1 % de la facture pétrolière française qui s'élevera cette année, à 60 milliards, augmentation de 10 % comprise. On voit donc que pour l'année, cette augmentation n'est plus que de 9 %. Or, 9 % d'augmentation sur les 48 centimes qui vont aux pays producteurs dans un litre d'essence, cela fait environ 4,5 centimes. On est loin des 20 centimes d'augmentation.

D'où viennent donc les 15,5 centimes restants? Eh bien, tout d'abord d'une augmentation des impôts gouvernementaux de 10 à 12 centimes au premier janvier 1979. Cette augmentation n'est justifiée par rien d'autre que le plan Barre et l'OPEP n'y est pour rien. L'autre partie de l'augmentation viendra des trusts pétroliers qui calculent leur marge bénéficiaire en pourcentage et qui eux aussi augmentent leur prix à chaque fois que les pays producteurs augmentent les leurs. Mais de cela, le gouvernement n'en parle pas.

L'augmentation décidée ce week-end par les pays de l'OPEP est tout à fait justifiée. En effet, ces pays qui vendent du pétrole achètent en retour des produits finis, et ces produits augmentent. En deux ans, il n'a pratiquement pas augmenté et le baril de pétrole a diminué en pouvoir d'achat pour les pays producteurs de 38 %. De 1974 à 1978, les rentrées des pays pétroliers sont passées de 65 à 15 milliards de dollars. Quel autre pays aurait accepté cela sans lutter pour maintenir ses ressources ?

Serge FOREST

L'aide des pays de l'OPEP au pays du tiers-monde

LES pays de l'OPEP sont, et de très loin, ceux qui consacrent la plus grosse partie de leur Produit national brut à l'aide aux pays en voie de développement. Le Qatar, les Émirats arabes unis et le Koweit fournissent environ 11 % de leur Produit national brut en aide. L'Arabie saoudite arrive en deuxième position mondiale de l'aide distribuée en 1976, juste derrière les USA. Mais, en fait, elle donne proportionnellement vingt-huit fois plus que ceux-ci si on tient compte des revenus respectifs. En 1976, cinq pays en voie de développement arrivaient nettement en tête des bénéficiaires de cette aide : l'Égypte, l'Inde, la Jordanie, le Pakistan et la Syrie.

AIDE VERSÉE AU TIERS MONDE EN 1976

	Aide versée par habitant	Part de son revenu national
Pays de l'OPEP	25 F	0,32 F
Chine	1,29 F	0,06 F
Pays de l'OCDE (pays occ.)	9,95 F	0,028 F
Pays du Comecon	5,22 F	0,036 F

Nota : Les aides fournies par la Chine et par l'OPEP sont principalement constituées de dons ou de prêts à très faibles taux d'intérets.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste.

NOM. . . . . .
PRÉNOM. . . . . .
Lieu de travail. . . . . .
Adresse . . . . . .
Code postal . . . . . .

(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson – Front ouvrier : Gilles Carpentier – International : Annie Brunel
L'Humanité rouge – Pour toute correspondance : BP : 61 75861 Paris cedex 18
CCP : 30 226 72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 4e trimestre 1978

L'augmentation des cotisations de la Sécurité sociale

Le racket est interdit dans les lois de notre pays ?

POUR trouver les 17 milliards qui « manquent » dans les caisses de la Sécurité sociale, Barre et Giscard viennent de prendre une série de mesures antiouvrières et antipopulaires dont l'ampleur est considérable et exige une riposte énergique de la part de la classe ouvrière et des autres travailleurs.

Hausse du plafond : le plafond jusqu'auquel les salariés paient le taux de 6,5 % pour leur cotisation — retraite, maladie, vieillesse — passe de 4 000 F à 4 470 F par mois. Au-delà, on paye moins de cotisation.

Augmentation de 1,75 point des cotisations d'assurance-vieillesse : (1,25 point à la charge des salariés, 0,50 à la charge des patrons). Ce qui devrait donner 9,3 milliards dans les poches du gouvernement... pardon de la Sécurité sociale.

Déplafonnement au 1er janvier 1979 de 4 points de cotisation d'assurance-maladie : (actuellement, la cotisation n'était due que jusqu'à concurrence du plafond ; elle sera désormais perçue sur la totalité du salaire). 2 points seront payés par les salariés et 2 par les patrons, mais les salariés auront l'« avantage » au 1er juillet 1979 de payer un point supplémentaire. Somme ramassée par Barre (excusez-moi encore, je voulais dire par la Sécurité sociale) : 5,4 milliards.

Création d'une cotisation assise sur la retraite des ex-salariés les plus aisés : 1,2 milliard.

Économie (nous dirons, quant à nous, vol manifeste et légal) sur le régime-maladie : 500 millions et rationalisation de la gestion hospitalière (désormais les malades auront droit à un bol pour huit et une petite cuillère pour douze et, peut-être, si Simone Veil le veut, à un lit par malade, à moins que...) : 500 millions de bénéfices sur la sécurité des malades.

Le racket est théoriquement interdit dans les lois de notre pays mais, d'après nous, il serait bon de les revoir car il semble bien que le gouvernement le pratique avec un art consommé.

Toutes ces mesures conduisent à rendre les travailleurs responsables du déficit de la Sécurité sociale. Et, comme il se doit, ce sont eux, c'est nous qui allons être pressés une nouvelle fois. Les patrons, quant à eux, non seulement peuvent nous licencier, nous réduire au chômage, mais encore ils se permettent de refuser de payer ce qu'ils doivent à la Sécurité sociale. Voilà bien un comble. Ces hausses décidées par le gouvernement sont une baisse du pouvoir d'achat des travailleurs.

Ainsi un travailleur qui gagne 2 000 F verra son salaire baisser de 50 F. Et comme Barre a mis en garde les patrons contre les hausses de salaire « inconsidérées », on voit clairement que le vieil adage *« Ce sont les travailleurs qui payent la crise »* est bien réel.

Ce qu'ils doivent à la Sécurité sociale

A LA fin de 1977, les patrons devaient à la Sécurité sociale, huit milliards de francs, sans compter 1,4 milliard de majoration pour retard de paiement et pénalités.

Or, 55 % de ces sommes peuvent être considérées comme perdues. Car quand un patron ferme ses usines, sa dette à la Sécurité sociale s'évanouit. C'est ainsi que Boussac avait obtenu du gouvernement de ne plus payer ses cotisations à la Sécurité sociale. Ceci ne l'a pas empêché de vendre aux Willot qui, bien sûr, ne paieront pas les dettes de Boussac.

Toujours en 1977, l'Etat, les entreprises dites publiques et les collectivités locales devaient 5,6 milliards à la Sécurité sociale. Certaines municipalités payent avec un retard considérable les cotisations des employés municipaux.

Au total c'est 15 milliards que les patrons privés ou non doivent à la Sécurité sociale.

En ce qui concerne les charges indues, chaque année, la Sécurité sociale consent une avance de trésorerie aux hôpitaux publics. Cette avance qui ne rapporte pas un sou d'intérêt à la Sécurité sociale s'élevait à 4 milliards en 1977 et à 5 milliards en 1978.

Quand la Sécurité sociale n'a pas suffisamment d'argent en caisse, elle emprunte, non pas au Trésor public qui exige un taux d'intérêt faible mais à la Caisse des dépôts et consignations avec un taux d'intérêts de 8 %. Quand, par contre, la Sécurité sociale a un excédent, elle ne peut placer l'argent qu'à la Caisse des dépôts à un taux d'intérêt de 1 %.

Bref historique de la Sécurité sociale

APRES la grande crise de 1929, une vague de luttes déferle dans tous les pays industriels. En même temps, les capitalistes s'efforcent de trouver les moyens d'une relance économique.

C'est dans ce contexte qu'apparaissent les systèmes de Sécurité sociale. Le mot est prononcé la première fois par Roosevelt, le président des USA. Il fait adopter par le Congrès le Social-Security-Act, le 14 août 1935.

En Grande-Bretagne, Beveridge reprend les mêmes idées en 1941. Il met en place un système de prestations uniformes forfaitaires garantissant un minimum de ressources.

En France, le Conseil national de la Résistance propose l'adoption d'un plan complet de Sécurité sociale *« visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence dans tous les cas où ils seront incapables de se les procurer par le travail. »*

La Sécurité sociale est créée en 1945 dans un contexte de lutte ce qui fait que le plan mis en place dans les années 1945-1946 est l'un des plus favorables de ceux existant dans les pays capitalistes.

Mais la bourgeoisie contrainte de céder momentanément s'est constamment attaquée à ces avantages acquis tout en gardant, pour s'en servir, l'institution de Sécurité sociale.

Des militants CFDT se prononcent pour une riposte unitaire le 21

L'EUREE est à l'offensive contre les mesures gouvernementales. C'est bien péniblement qu'elle commence à se mettre en place en grande partie parce que les directions CGT, CFDT et FEN qui se sont réunies la semaine dernière n'ont pu s'entendre sur une tactique commune.

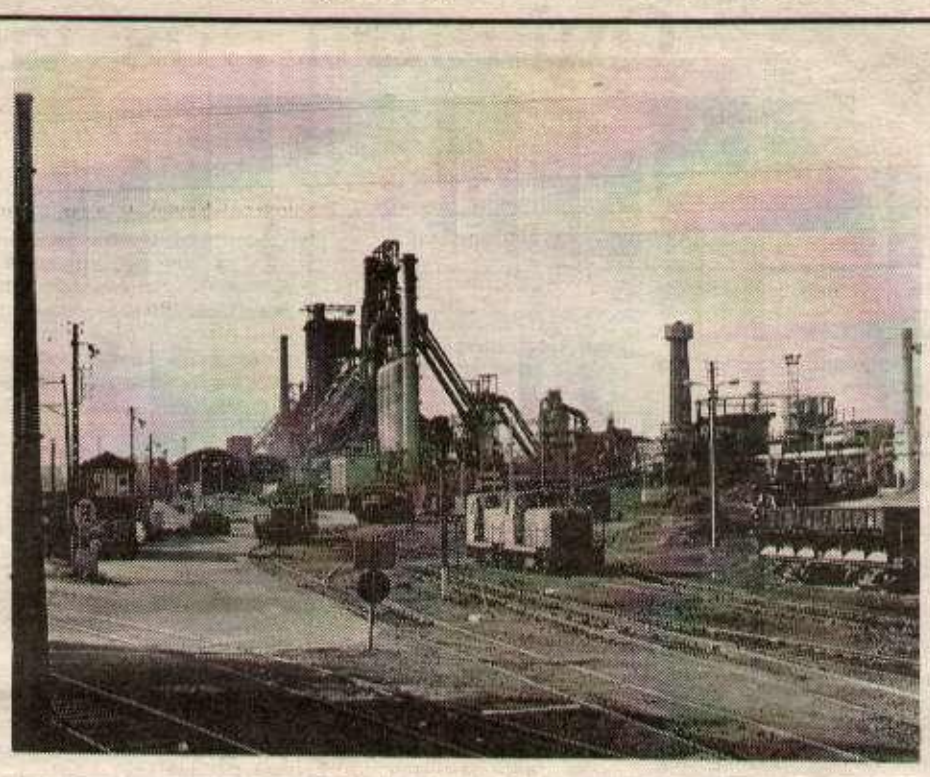
Résultat : c'est la CGT seule qui appelle à la mobilisation du 21 décembre.

Pourtant, comment les travailleurs pourront-ils faire échec à ces nouvelles attaques du gouvernement sur l'emploi et la Sécurité sociale en particulier ? Comment, sinon par une action coordonnée au niveau national ? La CFDT a refusé cette « nouvelle journée d'action » parce que les travailleurs se mobilisent de moins en moins dans ce genre d'action sans lendemain.

C'est juste mais au lieu de donner comme objectif à cette journée de lancer une véritable mobilisation, d'en faire un point de départ et non pas une « journée soupape », la direction de la CFDT a lancé comme mot d'ordre : *« Luttes dans les entreprises pour imposer des augmentations compensatrices ! » Ainsi donc,* les leaders de la CFDT accepteront le principe que ce sont les travailleurs qui doivent combler le déficit de 15 milliards ? Ils acceptent le principe de l'augmentation des cotisations, refusant seulement l'effet immédiat de la diminution du pouvoir d'achat. Cette forme de lutte ne laisse la possibilité de victoire qu'au rapport de force dans chaque entreprise alors que l'attaque touche tous les travailleurs ; elle est ainsi parfaitement injuste, car ce sont les travailleurs les plus exploités, ceux qui ont les plus bas salaires, ceux qui ont le plus de difficultés, dans les petites entreprises, à établir un rapport de force qui verront leur pouvoir d'achat encore amputé.

Et la mesure du gouvernement sera passée. L'attitude des dirigeants CFDT maintient et renforce la division alors que l'objectif aujourd'hui de tous les syndicalistes doit être de construire et renforcer l'unité de toute la classe contre les attaques communes.

D'ailleurs, malgré le refus au sommet, l'unité d'action se met en place localement : dans le Rhône, les unions locales CFDT et CGT appellent en commun avec la section locale de la FEN ; l'union locale CFDT des Bouches-du-Rhône a fait le même choix de mobiliser le 21 décembre et l'Union régionale PTT-Paris se joint à l'action ainsi que les UD Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Loire, Drôme, Ardèche et Savoie. La Fédération Hacuitex (habillement, cuir, textile) mobilise ses militants, la Fédération de la banque laisse le choix aux siens. La Fédération nationale Construction et bois CFDT s'est, elle aussi, ralliée au mouvement. Preuve, s'il en est besoin, que beaucoup de militants CFDT sont en profond désaccord avec la tactique de leur confédération.



Demain, rayé de la carte ?
A Trith-Saint-Léger, les sidérurgistes occupent toujours le siège administratif d'Usinor. Il faut organiser une riposte qui rassemble tous les sidérurgistes et impose l'annulation des licenciements

20 000 paysans manifestent à Vassy dans le Calvados

(Suite de la page une)

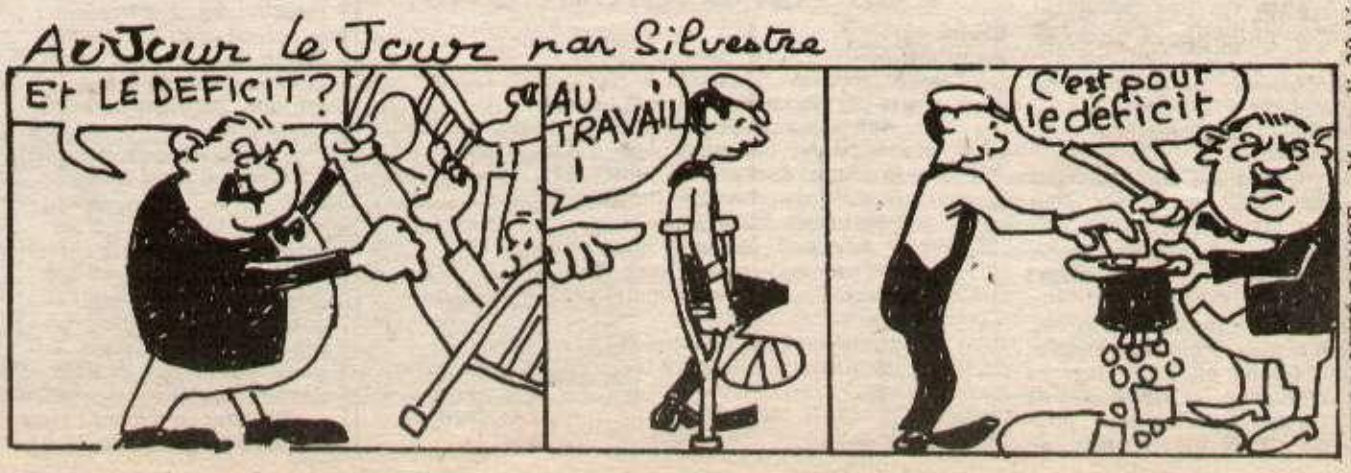
Pour faire croire aussi que les producteurs de porcs allemands causaient leurs difficultés, ils n'hésitèrent pas à recourir au mensonge, disant que le revenu des paysans allemands avait augmenté de 10 % alors, qu'au contraire, cette année il sera inférieur de 7 % à celui de 1975 et que, dans ce pays de la Communauté, 65 000 producteurs viennent de disparaître en deux ans !

Aucun applaudissement pour les discours, par contre des sifflets, des huées qui ne s'interrompirent pratiquement jamais quand Guillaume, secrétaire général de la FNSEA, parla. Il était blême. Il est vrai qu'avec les pétards qui lui explosaient régulièrement sous le nez, il devait sentir la poudre.

Les manifestants rentrèrent chez eux, peu convaincus par ce qu'ils avaient entendu et parlant de leurs difficultés bien réelles : *« Le cours du porc au même prix qu'il y a dix ans, alors que le prix du matériel, des engrais, a considérablement augmenté »*, et, pour arriver là, tenir le coup, produire plus en allongeant encore la journée de travail.

Que les petits et les moyens producteurs s'unissent pour lutter contre les industries agro-alimentaires qui les exploitent, qu'ils se battent pour pouvoir vivre de leur travail, cela bien sûr ce n'était pas les orateurs d'hier, plus à l'aise sur la moquette des ministères qu'au milieu des travailleurs de la terre, qui allaient le dire !

Les MCM ont été créés il y a quelques années, en relation avec les fluctuations des monnaies européennes. Pour la France, ce système aboutit à ce que les importations de certaines productions agricoles, le porc par exemple, soient subventionnées et les exportations taxées. Cela gêne évidemment les industries agro-alimentaires exportatrices, les plaçant en position défavorable par rapport à leurs concurrentes européennes. On voit mieux ainsi à qui profite la suppression des MCM, défendue par la majorité et les dirigeants du PCF et du PS.



Stagiaires Barre

En lutte pour le paiement de leurs salaires

LES stagiaires préformation, Léo Lagrange de Levallois (92) sont en lutte pour que leurs salaires leur soient versés. Depuis le 16 octobre, ils n'ont rien touché. Le vendredi 15 décembre, ils ont occupé les locaux de la DTMO * (voir HR des 16 et 19 décembre). Ils ont gagné en partie puisqu'ils vont toucher 1 400 F mais c'est deux mois et demi de salaires qui leur sont dûs, aussi sont-ils déterminés à poursuivre leur lutte. Ils nous ont raconté comment ils comptaient poursuivre leur mouvement et comment se déroulaient ces fameux stages Barre.

– Vous êtes des stagiaires Barre, mais il existe 6 sortes de stages, à laquelle appartenez-vous ?

– Nous sommes en stage de préformation depuis le 16 octobre 1978 et pour 6 mois.

– C'est une garderie ?

– Tout à fait. A la fin du stage, on n'aura aucun diplôme, on aura le droit de rentrer dans un autre stage Barre...

– Le matin nous nous réunissons et nous voyons ce qu'on peut faire. L'après-midi on travaille en entreprise.

– Vous avez tous un stage en entreprise ?

– Non, les patrons ne nous veulent pas toujours. Parfois il faut que nous cherchions nous-mêmes des stages. Et quand on en trouve un on n'a pas de véritable formation professionnelle comme dit une copine : « C'est du travail à pas jeter à la poubelle. »

– Même le matin, ce n'est pas vraiment pris en main. Des responsables du groupe n'ont pas de formation précise.

– Vous luttez pour être payés. Combien êtes-vous payés ?

– Ceux qui ont moins de 18 ans touchent 400 F et les plus de 18 ans touchent 75 % du SMIC, c'est-à-dire 1 400 F. Il faut souligner que c'est vraiment dégueulasse que les moins de 18 ans touchent 400 F. Mais en plus du ridicule de ces salaires, il y a un tas de droits qui nous sont refusés.

– Quand on a un arrêt maladie, la Sécurité sociale nous rembourse à 50 %.

– Quand on sort chômeur du stage, on n'a pas droit aux Assedic. Ainsi un gars qui touchait les Assedic en tant que chômeur avant le stage et qui se retrouve de nouveau chômeur après, n'a plus droit aux Assedic.

– Quand on a un stage en entreprise les indemnités de transport s'élèvent à 23 F par mois que le prix du transport soit égal ou supérieur à 23 F.

– Sauf pour les moins de 18 ans.

– Oui, c'est un minimum.

– Vous êtes payés par qui ?

FAIRE DU FRIC SUR LES STAGIAIRES

– Le ministère du Travail donne du fric à la DETMO qui le transmet à l'association Léo Lagrange qui organise ses stages. Mais l'association Léo Lagrange se fait du fric là-dessus. Elle retient ainsi 40 % des subventions pour ses frais administratifs...

– Vous luttez alors contre l'association Léo Lagrange et contre le gouvernement ?

– En quelque sorte. Mais on lutte surtout contre le système des stages Barre. En occupant vendredi la DTMO, on a gagné en partie : on va toucher 1 400 F. Mais c'est deux mois et demi de traitement qu'on nous doit. Trois d'entre nous vont toucher en gros leurs paies pour les autres, leur situation sera

– De sacrés mics macs !

ÉLARGIR LE SOUTIEN

– Oui, mais pour gagner sur toute la ligne, on prend contact avec d'autres stagiaires en préformation Léo Lagrange, pour monter une coordination. On fait appel aussi à tous les stagiaires Barre en lutte ou non, groupés ou isolés pour monter cette coordination. On a déjà un contact avec un stage photo à Paris.

– Et vis-à-vis des syndicats ?

– On pense qu'on doit déjà sensibiliser les syndiqués CFDT, CGT et FO de l'association Léo Lagrange. Pour les autres, on verra après. Mais c'est déjà dur qu'ils prennent fait et cause pour nous.

Les animateurs qui s'occupent de nous le matin risquent gros en nous soutenant. Comme on te l'a déjà dit, tout à l'heure, ils n'ont pas de formation professionnelle précise. Ils vont faire un stage d'animation en janvier. S'ils nous soutiennent, le stage peut leur passer sous le nez et c'est la porte qui les attend alors.

Le président de l'association Léo Lagrange est Pierre Mauroy. Les animateurs de Léo Lagrange sont à la limite obligés d'exposer en public les positions du PS, alors s'ils ruent dans les brancards...

– Nous on veut faire un stage d'animation. L'entretien qu'on a eu était clair ; il était purement politique, il fallait s'aligner sur les positions du PS.

– Quels sont les objectifs de votre lutte ?

– En ce moment, on lutte pour des revendications salariales (voir encadré). Mais si on a le rapport de force, on ira plus loin. On peut dire que tous les stagiaires sont conscients que ces stages camouflent le chômage. Si on peut on poussera les revendications plus loin, on passera des revendications économiques aux dénonciations politiques.

Pour tous contacts avec les stagiaires Barre, téléphonez le matin au : 731.67.97 – 59, rue Edmond Vaillant. 92300 – Levallois.

* Direction du travail et de la main-d'œuvre.

Les revendications

Nous exigeons :
- d'être payés avant le 25 décembre.
- Un véritable statut de salarié ce qui signifie :
  - un salaire minimum égal à 100 % du SMIG pour tous quel que soit notre âge.
  - le droit au chômage lorsqu'il n'y a pas d'embauche à la fin du stage.
  - le paiement régulier de notre salaire.
  - des primes de transport et de repas.
  - des indemnités conséquentes en cas de maladie.
  - un diplôme reconnu par l'État.
  - les mêmes droits pour tous, quel que soit notre âge.

Les stagiaires.

Montpellier

Vente de masse du quotidien n° 1 000

POUR la vente du numéro 1 000, nous avions décidé à Montpellier de mettre le paquet. Avant le week-end, mille affiches avaient été collées. A toutes les tables de vente où on trouvait bimensuels, calendriers, brochures, on avait prévu des panneaux, un sur la lutte contre la bourgeoisie, un sur la situation internationale et le dernier sur l'unité de la classe ouvrière avec un appel à rejoindre le Parti.

Nous avons d'abord vendu le samedi matin sur deux marchés populaires : la Paillade et le Petit Bard ; un au centre-ville préfecture. Résultat de la vente : 25 numéros 1 000 vendus. L'après-midi, nous sommes intervenus aussi en trois endroits : super-Mammouth et un grand centre commercial, le Polygone. « Octobre » était là et chantait la lutte des paysans, la lutte contre le nucléaire à Flamanville, l'unité Français-immigrés. Il est resté un moment à chaque point de diffusion et les gens ralentissaient le pas pour l'écouter, alors nous en profitions pour vendre le journal. Résultat ? cinquante-deux numéros 1 000 vendus à la fin de l'après-midi. Sur ce succès, nous avons attaqué confiants, mais un peu timidement notre premier porte-à-porte le dimanche matin sur deux quartiers populaires où, il faut le dire, nous sommes assez connus par notre présence régulière sur le marché, par nos interventions par tracts et affiches, nous y habitons. Résultat ? Ayant commencé à dix heures, nous avions vendu à midi soixante-douze numéros 1 000. Sur des tours où des camarades habitent, plus d'une famille sur dix nous ont acheté le numéro spécial. Il y avait aussi ce dimanche matin une vente sur un marché où vont beaucoup de travailleurs immigrés et un ami a bien voulu nous aider en intervenant en arabe.

Et là aussi, douze quotidiens furent vendus. Le dimanche après-midi, quelques camarades sont allés avec table, panneaux, cassettes, vendre à l'entrée du zoo, lieu de promenade de nombreux montpélliérains. Dix numéros ont été vendus et une carte postale, la dernière qui nous restait. En faisant les comptes, en un week-end où tout le Parti s'est mobilisé pour vendre le quotidien, nous avons vendu cent-soixante-et-onze exemplaires du numéro spécial, cela uniquement par des interventions publiques. Il nous reste à voir les gens à qui l'on vend le bimensuel régulièrement et aussi à aller à l'entrée des usines et hôpitaux où nous intervenons d'habitude. Comme a dit une camarade : « Avant, nous n'osions pas vendre le quotidien, surtout parce que nous n'en étions pas fiers, car même pour nous il était difficile à lire. Maintenant, il s'est amélioré et nous prenons en main sa diffusion ».

Donc, les 16 et 17 décembre, a été un week-end de vente de masse, couronné de succès. Il faut continuer à se servir du quotidien comme un outil pour organiser.

Des lecteurs et des camarades nous écrivent

LA campagne pour la souscription se passe dans de bonnes conditions et est mieux prise en main que l'année passée dans notre cellule.

Nous avons vendu de nombreux calendriers au porte-à-porte dans les HLM et les cartes de vœux chinoises sont très bien accueillies. Pour ma part, j'en ai vendu 23 dans mon entreprise et ce n'est pas fini. Tout à fait d'accord avec le camarade qui a parlé dans le journal pour dire qu'il fallait oser aller au-devant des travailleurs.

Salutations communistes
Un camarade de Lorient.

AU cours du mois de novembre, la cellule a envisagé ce qu'elle pourrait faire localement pour mieux implanter le parti, augmenter la diffusion du journal et participer activement à la souscription, ces trois objectifs étant liés.

C'est finalement le porte-à-porte que nous avons retenu, sur une zone bien précise, quelques rues d'un quartier populaire du centre de Paris où nous apparaissions peu habituellement. Nous l'avons effectué systématiquement, carnet en main, par équipe de deux camarades.

Résultat concluant : nous n'avions pas pensé au début doubler le nombre de nos ventes au numéro (celles des marchés). En six porte-à-porte d'une heure chaque fois, nous avons vendu neuf bimensuels, quatre calendriers et donné quatre anciens numéros ; la souscription s'est élevée à 36 F.

L'accueil a été généralement bon, souvent chaleureux et nous avons eu deux discussions intéressantes, dont une avec un journaliste prêt à nous donner des « tuyaux » pour le journal. Et puis nous connaissons mieux les conditions de logement dans ce quartier dorénavant.

20 millions avant fin décembre

Liste de souscription

TOTAL PRECEDENT	45 169 F
Une élève infirmière - Châteauroux	10 F
Un camarade - Châteauroux	100 F
Un camarade - Châteauroux	200 F
Supplément à une vente de calendriers - Châteauroux	2 F
Une sympathisante - Châteauroux	5 F
Meeting de Brétigny le 9/12/78	1 183 F
Souscription DT - Saintry	300 F
Supplément à une commande de journaux MG - Pontoise	41,50 F
H. TH. - Rennes	500 F
Pour que vivent l'Humanité rouge et la Jeune Garde Rouge L.B.D - Rennes	500 F
Prime annuelle d'un ouvrier municipal - Lorient	500 F
Un ouvrier mécanicien poids lourds - Lorient	300 F
Trois petits paysans pauvres des Côtes-du-Nord - St Brieuc	100 F
Supplément à réabonnement quotidien L. JP..	Lyon 7 F
Souscription L. Y. - Le Pecq	400 F
Sur vente de lapins - Bretagne	100 F
Sur un héritage - Bretagne	500 F
Supplément à réabonnement au quotidien et bimensuel	
DP. - Gironde	32 F
R.P. Lyon	175 F
DG. - Berre	40 F
Numéro 3428647 - Bretagne	500 F
Supplément à réabonnement au quotidien - Limoges	60 F
Supplément à réabonnement au quotidien JY - Brest	70 F
Supplément à réabonnement au quotidien	
avec sympathisant - Limoges	220 F
plus bimensuel FC - St-Gratien	12 F
plus bimensuel D.D. - Bayonne	25 F
NOUVEAU TOTAL	51 051,50 F